

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

PARTENARIAT D'INNOVATION POUR LA CONCEPTION ET LA
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS PENITENTIAIRES DE SEMI-
LIBERTE.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
PARTICULIERES**

CHAPITRE 1 : STIPULATIONS GENERALES

Version du 23/07/25

SOMMAIRE

Article 1. Définitions et acronymes.....	4
Article 2. Objet du Contrat et Axes d'innovation	6
2.1 Objet du Contrat.....	6
2.2 Les Axes d'Innovation	7
2.3 Forme du contrat	7
2.4 Non-exclusivité.....	8
Article 3. Les intervenants.....	8
3.1 Le Titulaire.....	8
3.1.1 Personnes affectées à la réalisation de la mission	8
3.1.2 Le Maître d'œuvre	9
3.1.3 L'OPC	10
3.1.4 Le coordonnateur SSI	10
3.1.5 Sous-traitance	10
3.2 La Maîtrise d'ouvrage et Acheteur	10
3.3 CT-Contrôle technique.....	11
3.4 CSPS – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	12
3.5 L'administration pénitentiaire	12
Article 4. Pièces constitutives du contrat.....	12
4.1 Pièces particulières	13
4.2 Pièces générales	14
4.3 Statut contractuel des rendus BIM.....	14
Article 5. Obligations du Titulaire.....	14
5.1 Généralités	14
5.2 Obligation d'information	15
5.3 Obligation de conseil.....	15
5.4 Difficultés dans l'exécution du Contrat	16
5.5 Cas des défaillances des membres du groupement	16
5.6 Protection de l'environnement.....	17
5.7 Obligations au titre du code du travail.....	17
5.7.1 Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé.....	17
5.7.2 Obligations en matière de travailleurs détachés	18
5.8 Obligations de la démarché qualité : Schéma de Contrôle Qualité (SCQ).....	18
Article 6. Durée du Contrat.....	19
Article 7. Communications avec le Titulaire	20
7.1 Réunions	20

7.2	Décompte des délais – forme des notifications.....	20
Article 8.	Modification de la structure de la société du Titulaire ou cession de contrat	21
Article 9.	Pénalités.....	21
Article 10.	Protection des données à caractère personnel	21
Article 11.	Propriété intellectuelle et exclusivité	22
11.1	Champ d'application du présent article.....	22
11.2	Droits de propriété intellectuelle sur les Connaissances Antérieures.....	22
11.3	Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats	23
11.4	Rendus BIM.....	27
11.5	- Portée de l'article 11	27
Article 12.	Obligation de confidentialité et de discrétion	27
Article 13.	Suspension de l'exécution des prestations	28
Article 14.	Résiliation	28
14.1	Résiliation aux torts du Titulaire.....	29
14.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	30
14.3	Résiliation d'un Marché subséquent/Bon de commande.....	30
Article 15.	Références au Contrat dans les relations d'affaires.....	30
Article 16.	Clause de revoyure – Commande en outre-mer	31
Article 17.	Règlement amiable - Droit et langue applicables – Juridiction compétente	31
17.1	Règlement amiable	31
17.2	Droit et langue applicables.....	32
17.3	Juridiction compétente	32

Article 1. Définitions et acronymes

Dans le Contrat, au sens de l'article [1] du présent document, les termes et expressions sont définis comme suit :

Accord-cadre : désigne le contrat ayant pour objet d'établir les règles relatives aux bons de commande et marchés subséquents à émettre au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et, le cas échéant, les quantités envisagées. Etant précisé que ce terme est utilisé pour la phase 2 – Acquisition du partenariat d'innovation qui prendra la forme d'un accord-cadre mixte.

Axes d'innovation : désigne les niveaux de performances, les délais et les coûts de production maximum attendus des Bâtiments QSL dont le respect conditionne la faculté pour l'Acheteur d'engager la Phase n° 2 « Acquisition » du présent Contrat, conformément aux dispositions de l'article R. 2172-32 du Code de la commande publique. Ils sont listés à l'article 2.2 du présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP).

Bâtiment(s) QSL : désigne les bâtiments pénitentiaires de semi-liberté modulables et standardisés (Quartiers de Semi-Liberté), appelés « QSL » tous type confondus (50, 76 et 100 places).

Bon de commande : désigne une commande adressée au Titulaire dans le cadre de la Phase n°2 « Acquisition ». Les Bons de commande sont émis par le Maître d'ouvrage. Le Bon de commande comporte la définition exacte de la/des prestation(s) concernée(s), le(s) lieu(x) d'exécution, leur(s) montant(s) et le(s) délai(s) fixé(s) pour leur exécution. Les Bons de commande seront passés en phase 2-Acquisition sur la base d'un prix unitaire par type de QSL, pour réaliser la mission Etude préparatoire du site sur la base du dossier de site communiqué par le Maître d'ouvrage au Titulaire.

Connaissances Antérieures : désignent toute information et connaissance strictement nécessaire à l'exécution du Contrat quels que soient leur nature et leur(s) support(s), telles que notamment les brevets, les œuvres de l'esprit, les secrets de fabrique, les logiciels (sous leur version code source ou code objet et la documentation associée), les savoir-faire, les données, les bases de données, les méthodes, les méthodologies, les procédés, les conceptions d'outils, les composants spécifiques, les cahiers des charges, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les modèles, les formules et/ou tous autres types d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, qu'elles soient brevetées ou brevetables, protégées ou protégeables ou non par un Droit de Propriété Intellectuelle, appartenant à l'une des Parties ou sur lesquelles elle détient des droits d'utilisation antérieurement à la date d'entrée en vigueur du Contrat et/ou développées ou acquises parallèlement et indépendamment de l'exécution du Contrat. Il est entendu entre les Parties qu'en raison de la grande variété de leurs sources, les Connaissances Antérieures de chaque Partie peuvent ne pas être listées dans le Contrat. A ce titre, dans leur volonté de respecter et de ne pas s'approprier des Connaissances Antérieures, les Parties se reconnaissent mutuellement la possibilité d'en rapporter la preuve de l'existence. Afin de clarifier les connaissances antérieures du groupement, une liste sera établie au stade de l'offre.

Contrat : désigne le présent CCAP ainsi que tous les documents contractuels cités à l'article 4 « Pièces constitutives du marché », l'ensemble étant dénommé le "Contrat".

Demande de Paiement : terme générique désignant tout document comptable établi par le Titulaire et adressé au Maître d'ouvrage, lors de la survenance d'un terme de paiement contractuel, quelle que soit la qualification de ce document (« facture », « demande d'acompte »...).

Dossier final synthétisé : désigne le dossier réunissant l'ensemble des livrables remis par le Titulaire au cours de la phase n° 1 dans leur version finalisée. Un projet de dossier sera remis dans le cadre du franchissement du dernier jalon. Sa version définitive sera contractualisée dans l'avenant de passage en Phase n°2.

Donnée à Caractère Personnel ou Données Personnelles : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou directement ou indirectement identifiable, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Droits de Propriété Intellectuelle : désignent l'ensemble des droits de propriété intellectuelle accordés par le Code de la propriété intellectuelle (y compris sur des logiciels et progiciels). Cela comprend tout droit de propriété industrielle ou littéraire et artistique (enregistré ou non), notamment, et sans que cela porte préjudice à la catégorie générale précitée, tous droits d'auteur, dessins ou modèles, marques, brevets, demandes de brevet correspondant, tout certificat d'utilité, droits relatifs à Internet et/ou noms de domaine, Savoir-Faire qu'il soit brevetable ou non, Informations Confidentielles portant sur les Connaissances Antérieures et/ou les Résultats, les droits sur les dessins et modèles, à l'exception des marques ou de toute autre forme de droit visant à identifier une société ou un produit.

Étape : désigne une période de la Phase n°1 Recherche & Développement du Contrat, bornée par un Jalon marquant sa fin.

Informations confidentielles : désignent les éléments auxquels les Parties pourraient avoir accès dans le cadre du Contrat et qui pourraient être protégés au titre du Savoir-Faire, par le secret et/ou pourraient conférer un avantage concurrentiel, notamment les données techniques générées, ainsi que les données financières, juridiques ou commerciales (y compris les Données à Caractère Personnel), les codes sources des logiciels, les documents, les plans, les études ou les analyses, de quelque nature qu'ils soient (technique, financière, juridique, fiscale ou commerciale) et quel qu'en soit le support, ayant trait directement ou indirectement au Contrat, ainsi que tout autre document incorporant, faisant référence ou préparé à partir de ces informations, données, états, documents, dossiers et analyses :

- qu'ils soient listés en annexe dans les documents particuliers du Contrat ; ou,
- que leur caractère confidentiel ait été expressément mentionné à l'occasion de leur transmission, notamment s'ils sont revêtus d'une légende restrictive telle que « confidentiel » ou, dans le cas d'une divulgation orale, confirmé par écrit dans un délai déterminé à compter de leur divulgation.

La liste précitée d'Informations Confidentielles sera susceptible d'évoluer au cours du Contrat.

Jalon : désigne la fin d'une Etape de la Phase n°1 Recherche et Développement.

Jour(s) : A défaut de précision dans les articles du Contrat le terme Jour(s) désigne un ou des jour(s) ouvré(s).

Marché subséquent : désigne les marchés conclus sur le fondement de l'accord-cadre en Phase n°2. Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées : le type de QSL, le site concerné et le cas échéant les particularités du site en question.

Opération : désigne la construction immobilière et les aménagements associés réalisés sur un site et faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme.

Phase : terme utilisé pour désigner les deux temps (recherche et développement, puis acquisition) du Contrat au sens de l'article R. 2172-23 du Code de la commande publique. La Phase n°1 du Contrat

« Recherche et Développement » est divisée en Étapes, bornées par des Jalons, le dernier d'entre eux permettant de la déclarer terminée. Le Contrat comporte deux Phases, la Phase n° 1 Recherche et Développement et la Phase n°2 Acquisition.

Programme : désigne l'expression fonctionnelles des besoins et décrit les objectifs performanciers à atteindre. Il se compose d'un programme fonctionnel et ses annexes, d'un programme technique et ses annexes, d'un programme ergonomie et mobilier et ses annexes.

Résultats : désignent tous les éléments résultant de l'exécution des prestations par le Titulaire ou l'un de ses sous-contractants ou sous-traitants, objets du Contrat, quel qu'en soit le support, la nature et la forme, notamment tout Savoir-Faire, invention, œuvre de l'esprit, secret de fabrique, logiciel, application, site internet, système cible, donnée, base de données, méthode, méthodologie, procédé, conception d'outils, composant spécifique, dossier, plan, schéma, dessin, modèle, formules, les études, graphismes, plans, croquis, livrables et travaux ayant trait à la spécification technique, à la conception, au développement, au prototypage et aux essais des bâtiments QSL et/ou tout autre type de connaissance, qu'il soit ou non breveté ou brevetable, protégé ou protégeable par un Droit de Propriété Intellectuelle, qu'ils soient protégeables par des titres privatifs (brevets, marques, dessins, modèles, topographies de semiconducteurs,...), ou par des droits privatifs (logiciels, outils logiciels, design, ...), ou qu'ils ne soient pas protégeables par des titres ou des droits privatifs (savoir-faire, algorithmes, réalisations non brevetées ...), en ce compris des prototypes obtenus dans le cadre de l'exécution du présent Contrat par le Titulaire ou par l'un de ses sous-contractants.

Savoir-Faire : désigne l'ensemble des informations techniques, pratiques ou méthodologiques non protégées par un titre de propriété intellectuelle, non brevetées ou non brevetables, détenues par l'une ou l'autre des Parties avant l'entrée en vigueur du présent Contrat ou obtenues à l'occasion d'une ou plusieurs Phases du présent Contrat.

Titulaire : désigne le candidat retenu conformément à l'offre remise

Article 2. Objet du Contrat et Axes d'innovation

2.1 Objet du Contrat

Le présent Contrat est un partenariat d'innovation pour la recherche, la conception et le développement de solutions visant à la construction de Bâtiments QSL conformément aux articles L 2172-3, R 2172-20 à R 2172-32 du Code de la Commande Publique.

Par le présent Contrat, le Titulaire s'engage vis-à-vis du Maître d'ouvrage à :

- réaliser une prestation de recherche et développement dont le prototypage telle que visée ci-dessous (ci-après désignée « Phase n°1 – R&D ») visant à aboutir à une spécification détaillée des Bâtiments QSL modulables et standardisés, par types de bâtiments de l'ordre de 50, 76 et 100 places sur tout site en France ;
- procéder à la construction desdits bâtiments en France (ci-après désignée « Phase n°2 - Acquisition ») via un accord-cadre mono-attributaire à Marchés subséquents et Bons de commande, avec clause de non-exclusivité.

Conformément à l'article R. 2172-31 du Code de la commande publique, la mise en œuvre de la Phase n°2 du Partenariat, se limite à une faculté d'engagement pour le maître d'ouvrage.

Les Phases n°1 et 2 devront permettre au Titulaire de fournir au maître d'ouvrage des Bâtiments QSL modulables et standardisés répondant aux Axes d'innovation et aux programmes fonctionnel, technique, mobilier et ergonomie du dossier de consultation.

À l'issue de la Phase n°1, le Titulaire livrera le Dossier final synthétisé un ensemble documentaire constitué de documents techniques et d'une documentation financière. Ces documents constitueront un engagement du Titulaire en vue de l'acquisition par le maître d'ouvrage de Bâtiments QSL (conception, réalisation et aménagement).

Par la suite et sauf indication contraire, le groupement ou le mandataire du groupement, est désigné par « le Titulaire » ou « le groupement Titulaire ».

2.2 Les Axes d'Innovation

Les axes d'innovation sont définis ci-après :

Axe 1 - Axe d'innovation financier : Le coût de conception-réalisation d'un Bâtiment QSL de 76 places, ne pourra dépasser 105 000 €HT (date de valeur : mars 2025) par place, hors travaux de viabilisation et fondations profondes.

Axe 2 - Délais en phase 2-Acquisition par site : Le délai d'exécution de l'ensemble des missions depuis la notification du marché subséquent sur un site donné jusqu'à la réception des travaux, ne pourra dépasser 18 mois, y compris un délai théorique d'obtention d'autorisation administrative de 4 mois pour l'Autorisation de travaux.

Axe 3 - Universalité du dispositif : Le Titulaire saura réaliser un Bâtiment QSL de toute capacité sur tout site de France métropolitaine et bénéficiant d'une desserte routière compatible avec les convois exceptionnels de 1ère catégorie.

Axe 4 - Capacité de massification : Le Titulaire aura la capacité d'assurer en simultanée l'exécution des missions concernant un volume minimal d'au moins 250 places en conception et 500 places en réalisation.

Axe 5 - Performance fonctionnelle et technique : à l'issue de la Phase 1 R&D, le concept immobilier ne doit présenter aucune incompatibilité vis-à-vis des contraintes de pérennité (pérennité de l'ouvrage mais aussi robustesse dans le cadre d'un usage pénitentiaire), d'exploitation, de sûreté et de sécurité d'un quartier de semi-liberté.

2.3 Forme du contrat

Le partenariat d'innovation comprend une Phase de recherche et développement dont le prototype (Phase n°1 « R&D ») et une Phase d'acquisition (Phase n°2 « Acquisition »).

La Phase de recherche et développement dont le prototypage fait l'objet d'une rémunération forfaitaire et est exécutée par ordres de service.

La Phase d'acquisition prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, avec clause de non-exclusivité. En application de l'article R.2162-3 du code de la commande publique, la phase n°2 est exécutée en partie par l'émission de bons de commandes (études amonts sur la base du dossier de site avec esquisse du Bâtiment QSL et chiffrage) et en partie par la conclusion de marchés subséquents (commande, à l'issue de l'étude amont, de la conception, réalisation et aménagement d'un Bâtiment QSL sur un site donné).

2.4 Non-exclusivité

Selon les termes de la procédure de passation dont il a eu connaissance, le Titulaire est réputé informé et avoir accepté sans réserve que l'Acheteur a conclu avec un ou deux autres partenaires des contrats de partenariat d'innovation ayant le même objet que le présent contrat, afin de répondre à son enjeu de massification de Bâtiments QSL en France dans un délai contraint.

Dès lors, l'Acheteur ne peut garantir une quelconque exclusivité au Titulaire, ce qu'il accepte sans réserve.

De même, la sollicitation du Titulaire en vue d'étudier la faisabilité de la réalisation d'un Bâtiment QSL sur un site identifié (mission Etude préparatoire du site - EPS) ne constitue par un engagement à conclure un marché subséquent de la part de l'Acheteur. Ce dernier se réserve la possibilité de confier cette étude à plusieurs partenaires.

Le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation à ce titre.

Article 3. Les intervenants

3.1 Le Titulaire

3.1.1 Personnes affectées à la réalisation de la mission

Le Titulaire s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Pour chaque phase, il désigne en son sein la personne responsable du dossier, interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

En cas d'indisponibilité définitive du responsable, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes : le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quatorze jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de quatorze jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de sept jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivants les mêmes conditions que précédemment.

Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-avant expose le titulaire à la résiliation du Contrat à ses torts et le partenariat peut être résilié sans demande d'indemnisation de la part du titulaire.

Le changement de personne responsable, quel qu'en soit la cause, ne pourra entraîner aucune conséquence sur les délais de réalisation des Prestations et/ou sur le prix.

Le groupement titulaire est constitué à minima de 2 entités : un cotraitant assurant les prestations de conception (« le maître d'œuvre ») et le mandataire assurant la réalisation des travaux.

Le mandataire assurant la réalisation des travaux est notamment responsable de la mission M7-réalisation des travaux en phase 2. Il prendra part à la direction des études d'exécution, des études de synthèse et de la coordination de la cellule de synthèse. Comme dans une procédure classique, le visa des études d'EXE est donné par le maître d'œuvre, qui participe aussi à la synthèse.

3.1.2 Le Maître d'œuvre

Dans les pièces administratives relatives au présent marché, il est fait référence à l'entité assurant la conception sous l'appellation « le maître d'œuvre ». Ce dernier assure le rôle de maître d'œuvre avec toutes les obligations définies par la loi MOP. Le maître d'œuvre est représenté par une ou plusieurs personnes, nominativement désignées.

Le maître d'œuvre est notamment responsable de la conception des ouvrages objets du présent partenariat d'innovation. A ce titre, il contresigne l'intégralité des pièces produites dans le cadre de ces études.

Pour la réalisation du prototype en Phase 1, le maître d'œuvre supervise la réalisation des études d'exécution et participe à la cellule de synthèse. Il s'assure de la réalisation des études d'exécution et de synthèse conformément aux dispositions des études de conception développées en études dans le respect des axes d'innovation. Pour ce faire, tous les documents d'exécution seront soumis à son visa.

Pendant l'exécution des travaux en Phase 1 comme en Phase 2, le maître d'œuvre s'assure que les ouvrages réalisés respectent les dispositions des études effectuées. Son représentant est présent à chaque réunion ainsi qu'à toutes réunions demandées par le maître d'ouvrage.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre devra systématiquement prendre part à chacune des étapes des opérations préalables à la réception et à la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle.

Tout au long de l'exécution des Phases 1 et 2 du présent marché, le maître d'œuvre doit notamment s'assurer que les documents produits et les matériaux et matériels proposés, ainsi que leur mise en œuvre répondent à la fois aux axes d'innovation et au programme, au travers des pièces écrites, mémoires, plans et documents graphiques remis au cours des différentes phases de conception et d'exécution. Il s'assure notamment que les éventuels ajustements opérés n'ont pas eu pour effet de dégrader le projet sur le plan architectural, technique et/ou fonctionnel, et/ou de l'exploitation-maintenance future.

3.1.3 L'OPC

En phases 1 et 2, le titulaire prend en charge la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) des études et des travaux. A ce titre, il désignera la personne physique responsable de cette mission dès la notification du marché. Par la suite, cette personne est désignée sous le terme « OPC ».

En phase 2, l'OPC participe à l'établissement et veille au suivi du calendrier d'exécution des travaux. A ce titre, il vise tous les calendriers détaillés d'exécution produits aux différents stades de conception et de construction par le titulaire et est présent à chaque réunion de chantier.

3.1.4 Le coordonnateur SSI

En phases 1 et 2, le Titulaire doit nommer une personne qualifiée et accréditée en conséquence, dénommée dans les présentes « coordonnateur SSI » (Systèmes de Sécurité Incendie), qui le représentera et interviendra notamment sur les sujets le concernant, lors des phases d'études, de formalisation des demandes d'autorisation administratives spécifiques, de leur instruction, puis de construction et notamment d'essais techniques des installations.

3.1.5 Sous-traitance

Chaque membre du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants devront présenter des garanties professionnelles et financières en rapport avec la nature et l'importance des travaux sous-traités.

En vue d'obtenir leur acceptation, et quel que soit le membre du groupement qui entend recourir à la sous-traitance, le mandataire devra remplir et transmettre au maître d'ouvrage, pour chacun des sous-traitants, un acte spécial dont un modèle est donné à l'annexe 2 de l'acte d'engagement et fournir à l'appui de ce document toutes les pièces citées dans ce modèle.

3.2 La Maîtrise d'ouvrage et Acheteur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), pouvoir adjudicateur. Dans la suite de ce CCAP, il sera dénommé « le maître d'ouvrage », « l'acheteur » ou « pouvoir adjudicateur ».

Il peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés assistant du maître de l'ouvrage. Dans la suite de ce CCAP, un tel organisme sera dénommé « représentant du maître d'ouvrage ». Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- les procédures d'autorisations administratives,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de visa des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- le contrôle du déroulement des opérations préalables à la réception,
- le contrôle du projet du point de vue de la maintenabilité et de l'exploitation,
- le contrôle des différents rendus prévus dans le cahier des charges « BIM »,
- le commissionnement,
- etc...

Les missions confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage seront portées à la connaissance du Titulaire du marché. Elles peuvent être modifiées sans que cela n'ouvre droit à réclamation de la part du Titulaire.

3.3 CT-Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues aux articles L 125-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation. Les interventions confiées au contrôleur technique concernent :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
 - o mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
 - o mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,
 - o mission Hand, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées,
- des missions complémentaires dont les éléments portent sur :
 - o mission P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
 - o mission PS, portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
 - o mission Brd, relative au transport des brancards dans les constructions
 - o mission F, relative au fonctionnement des installations,
 - o mission Ph, relative à l'isolation acoustique des bâtiments,
 - o mission Th, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,

- mission GTB, relative à la gestion technique du bâtiment,
- mission ENV, relative à l'environnement,
- mission HYS, relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments,
- mission PV, relative au recollement des procès-verbaux d'essais d'installations,
- mission VIEL, relative à la vérification initiale des installations électriques
- mission CABL, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient lors des phases 1 et 2. Il pourra changer entre la phase 1 et la phase 2.

Les coordonnées du contrôleur technique seront transmises ultérieurement au Titulaire.

3.4 CSPS – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission confiée au coordonnateur, ci-après dénommé CSPS, est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (article R 4532 du Code du travail) Il s'agit d'une mission de niveau I pour les phases « conception », « construction » et « aménagement ».

Le CSPS pourra changer entre la phase 1 et la phase 2.

Les coordonnées du CSPS seront transmises ultérieurement au titulaire.

3.5 L'administration pénitentiaire

Le maître de l'ouvrage ou son représentant organisera des revues de projet régulières avec l'administration pénitentiaire. Le Titulaire sera amené à participer à autant de réunions que nécessaire pour le bon déroulement du partenariat d'innovation.

Article 4. Pièces constitutives du contrat

Les pièces constitutives du Contrat sont les suivantes, indiquées selon un ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la maîtrise d'ouvrage fait seul

foi. En cas de contradiction entre les pièces, y compris entre les clauses des différents chapitres du présent CCAP, les clauses spécifiques prévalent sur les clauses générales.

4.1 Pièces particulières

L'acte d'engagement (A.E.) daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être Titulaires du contrat et ses annexes :

- Annexe 1 : La répartition du prix forfaitaire de la phase 1 par étape et par cotraitant et le prix cible à la place par type de QSL
- Annexe 2 : Présentation d'un sous-traitant
- Annexe 3 : Engagement relatif au volet insertion
- Annexe 4 : Part affectée aux petites et moyennes entreprises ou artisans

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :

- Annexe 1 : Méthode d'exécution de la Phase 1
- Annexe 1bis : Définition des prestations relatives à l'exécution de la Phase 2
- Annexe 2 : Actions d'insertion
- Annexe 3 : Contraintes d'accès et modalités de fonctionnement du chantier
- Annexe 4 : Exécution du marché à des PME ou artisans
- Annexe 5 : Cahier des charges BIM et ses annexes : tableau de développement, méthodologie RDD, tableau SMART, tableaux d'extraction, protocole BIM
- Annexe 6 : Schéma contrôle qualité type et note méthodologique associée
- Annexe 7 : Programme OPR MOA

Le Programme composé comme suit :

- programme fonctionnel et ses annexes
- programme technique et ses annexes
- programme ergonomie et mobilier et ses annexes

Le Dossier final synthétisé établi à l'issue de la Phase 1

En phase 2, les bons de commande et les marchés subséquents au fur et à mesure de leur notification.

Les dossiers de site annexés à chaque marché subséquent.

La mise au point de l'offre du Partenaire

L'offre du Partenaire dont la trame de réponse technique

Il sera possible d'enrichir, au fur et à mesure des phases, par la signature d'avenants, la liste des documents contractuels, en tenant compte des négociations et adaptations décidées.

L'éventuel accusé de réception du Contrat ne peut apporter aucune modification ou réserve à ces documents contractuels. Toute offre du Titulaire vaut acceptation du contenu des documents énumérés ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au Contrat.

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement contractuel du Titulaire sur l'ensemble des pièces constitutives du marché.

4.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- **Pour la phase 1 - Recherche et Développement** : le **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021)
- **Pour la phase 2 - Acquisition** : le **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux** (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- **Pour les deux phases** :
 - le **cahier des clauses techniques générales** (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État ;
 - les **cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés** (CCS/DTU) tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget en date du 27 juillet 1990, et l'ensemble des textes qui les ont modifié.

4.3 Statut contractuel des rendus BIM

L'annexe 5 du présent CCAP définit les différentes préconisations relatives à la mise en place de la démarche BIM sur le projet.

Elle précise également, en complément des éléments décrits au présent CCAP, l'ensemble des livrables BIM attendus, notamment en phase 2-Acquisition.

Par ailleurs l'ensemble des informations, données et pièces graphiques ainsi que les livrables par étape décrits aux annexes 1 et 1bis du présent CCAP (hors pièces écrites) doivent être issus de la maquette numérique. Toute production graphique en dehors des modèles BIM doit, au préalable, être validée par le maître d'ouvrage.

Article 5. Obligations du Titulaire

5.1 Généralités

Le Titulaire s'engage à disposer de l'ensemble des autorisations légales et administratives, sauf autorisation d'urbanisme, nécessaires à l'exécution du Contrat.

5.2 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de notifier au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du Contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A la dénomination ou à la raison sociale de son entreprise ;
- A sa nationalité ;
- A son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- Aux groupements momentanés d'entreprises auxquels il participe, lorsque ceux-ci intéressent l'exécution du Contrat ;

Plus généralement, à toute autre modification importante relative au fonctionnement et à la pérennité de son entreprise susceptible d'affecter la bonne exécution du marché y compris les demandes d'agrément de sous-traitants.

Plus généralement, toute modification affectant la structure de la société du Titulaire doit être formalisée dans les conditions de l'article 8 du présent CCAP-Chapitre 1.

Il en est de même :

- De toute modification, suppression ou résiliation des polices d'assurances qu'il est tenu de souscrire en application du présent Contrat ;
- De toute décision d'une autorité administrative ou juridictionnelle prononçant son exclusion des marchés publics.

Chaque modification est à notifier dans les **[7]** jours à compter de l'évènement auquel elle se rapporte.

5.3 Obligation de conseil

Tout au long de l'exécution des phases successives du Contrat, le Titulaire, en sa qualité d'homme de l'art, de professionnel et spécialiste du domaine objet du Contrat, est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde du maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des prestations dudit Contrat. Cette obligation concerne notamment les aspects techniques, économiques, de délais de l'exécution du Contrat et plus généralement toute autre difficulté rencontrée en cours d'exécution.

En outre, le Titulaire doit suggérer au Maître d'ouvrage, de sa propre initiative, la solution la plus appropriée pour répondre au besoin exprimé ou aux difficultés rencontrées.

Le Titulaire ne s'acquitte pas de ces obligations s'il préconise une solution insuffisante, surdimensionnée ou inutilement coûteuse par rapport au besoin exprimé par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage ainsi à :

- Remplir ses obligations tout au long de l'exécution du Contrat. Dans le cas où le maître d'ouvrage émet des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution, le Titulaire s'engage à lui fournir l'ensemble des impacts techniques, économiques et de délais ainsi que les recommandations nécessaires dès que possible et dans tous les cas dans un délai permettant au maître d'ouvrage d'en avoir connaissance avant la mise en œuvre desdites demandes ;
- Communiquer sans délai au maître d'ouvrage toutes les difficultés et risques de toute nature liée à l'exécution du Contrat, dont il peut avoir connaissance, notamment grâce à son expérience.

5.4 Difficultés dans l'exécution du Contrat

En cas de difficultés dans l'exécution du Contrat, le Titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour faire preuve d'une réactivité maximale, notamment en termes de moyens humains, matériels et économiques, pour y remédier.

5.5 Cas des défaillances des membres du groupement

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations particulières ci-après sont applicables :

Si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations définies dans le Contrat qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. La décision étant adressée au mandataire.

La mise en demeure produit ses effets sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire.

Si le membre du groupement défaillant n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, le mandataire est tenu de se substituer à lui dans le mois qui suit l'expiration de ce délai. Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire.

Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées ci-après.

Le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans le délai de trente jours.

En l'absence de désignation dans ce délai, le cotraitant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées ci avant.

Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;

- si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage a la possibilité de résilier la totalité du marché.

5.6 Protection de l'environnement

Le Titulaire s'engage à respecter la législation applicable en matière d'environnement et à ne pas employer de substances toxiques ou interdites.

Il doit également éviter d'utiliser des matériaux dont l'élimination est difficile (matières composites, piles au mercure...). En cas d'absolue nécessité d'utilisation de ces matériaux dans la fabrication, il précise, préalablement à leur utilisation, les conditions, adresses et coûts d'élimination de ces produits.

Pendant toute la durée de vie des composants objets du présent Contrat, le Titulaire doit aviser le Maître d'ouvrage, des conditions d'élimination, en cas d'évolution de la réglementation sur des produits aujourd'hui sans risques et sans difficultés.

Outre les dispositions légales et réglementaires, le Titulaire s'engage à respecter les consignes ou procédures établies par le Maître d'ouvrage en matière d'environnement et notamment celles concernant les substances interdites ou limitées, les rejets et les circuits d'élimination des matériaux générés par la réalisation des prestations.

Le Titulaire doit mettre en œuvre un document listant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

5.7 Obligations au titre du code du travail

5.7.1 Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Dans le cadre des obligations légales, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E-attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation : elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

5.7.2 Obligations en matière de travailleurs détachés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

5.8 Obligations de la démarche qualité : Schéma de Contrôle Qualité (SCQ)

Dès la notification de la phase n°1 R&D, le titulaire élaborera le schéma de contrôle qualité du projet, à l'appui de la trame transmise par l'APIJ. Il devra être mis à jour tout au long de la phase R&D et constituera un document contractuel de la phase 2 - acquisition. En phase 2, acquisition, le schéma de contrôle qualité devra être mis à jour à chaque projet par site.

Ce document doit permettre de s'assurer, tout au long du projet, de la bonne atteinte des performances, de vérifier la qualité de mise en œuvre, de cadrer la surveillance des délais de réalisation et de limiter l'apparition de désordres ultérieurs.

Ce document sera particulièrement axé sur les éléments structurants pour la qualité technique et architecturale du projet, et pour l'exploitation future des ouvrages.

En ce sens, le schéma de contrôle qualité spécifique élaboré par le Titulaire prendra en compte le schéma de contrôle qualité type développé par l'APIJ sur la base des retours d'expériences du maître d'ouvrage mais à adapter au contexte spécifique des QSL. Le schéma type de l'APIJ, annexé au présent CCAP, est accompagné d'une note méthodologique précisant les attentes du maître d'ouvrage en termes d'élaboration, de méthodologie et de suivi du schéma de contrôle qualité (SCQ).

Ces documents reflètent la sensibilité du maître d'ouvrage à la question de la qualité technique des ouvrages à réaliser.

Ils ne se substituent pas aux obligations contractuelles du Titulaire. L'ensemble des prestations définies au présent CCAP visant à assurer une qualité d'exécution des travaux sont à réaliser.

Pour rappel, le SCQ est à distinguer du Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAC ou PAQ) de l'entreprise qui traduit l'organisation interne que l'entreprise met en œuvre pour atteindre un objectif de qualité défini.

Le schéma de contrôle qualité détaillera, de façon opérationnelle, notamment :

- les jalons de vérification, en précisant leur nature et contenu, les risques identifiés associés pour chaque thématique et corps d'état et à quel stade (conception, construction, exploitation-maintenance) ainsi que les composantes de l'ouvrage concernés ;
- l'ensemble des actions prévues, en termes de mesures préventives, d'essais et de contrôles, notamment l'ensemble des études, échantillons, maquettes et prototypes, contrôles en usine, essais sur site, essais liés à la sûreté pénitentiaire, leurs modalités de mise en œuvre et leur calendrier de réalisation tout au long de l'opération ;
- les jalons reportés dans le calendrier détaillé d'exécution permettant de s'assurer de la bonne prise en compte des mesures préventives, de la bonne tenue des contrôles ou tests, et de positionner les échéances limites pour la prise de décision, de manière à éviter une exécution irréversible compromettant l'atteinte des performances attendues ;
- les modalités de pilotage, d'organisation et de fonctionnement du cycle de suivi, d'exécution et de validation des actions du schéma de contrôle de la qualité. Ce plan comprendra l'organigramme nominatif de l'ensemble des intervenants, et identifiera le rôle et les missions de chaque intervenant, le pilote et l'exécutant de chaque action, et l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage concernant le pilotage et le suivi du schéma de contrôle qualité ;
- les modalités de présence du maître d'ouvrage, des différents interlocuteurs du groupement et notamment de l'équipe de maîtrise d'œuvre, et du contrôleur technique le cas échéant, lors de la réalisation des différents jalons et à chacune des phases décisives du projet ;
- la production et la gestion des documents relatifs au suivi du schéma de contrôle qualité et à l'exécution de ses actions, et le cas échéant, aux mesures correctives et de rattrapage, via un outil interactif servant également au suivi des VISA et OPR.

Article 6. Durée du Contrat

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa notification par le Maître d'ouvrage au Titulaire. Le Contrat s'exécute selon le calendrier prévu à l'Acte d'Engagement et prend fin après exécution, par chacune des Parties, de l'ensemble de leurs obligations contractuelles, notamment celles relatives aux garanties contractuelles.

Les durées prévisionnelles, hors périodes de démarrage et de franchissement du dernier Jalon pour chacune des Phases sont :

- Phase n°1 : durée prévisionnelle de cinq (5) mois
- Phase n°2 : quarante-huit (48) mois reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois en application de l'article L.2125-1 du code de la commande publique et dans la mesure où le présent contrat nécessite des investissements à amortir sur une durée importante.

Article 7. Communications avec le Titulaire

7.1 Réunions

Le maître de l'ouvrage ou son représentant se réservent le droit d'organiser toute réunion concernant les prestations objet du marché.

L'augmentation de la fréquence de ces réunions n'ouvrira droit à aucune rémunération complémentaire au profit du titulaire.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions est assurée par le maître d'ouvrage ou son représentant, sauf pour les réunions à minima bimensuelles de **recherche et développement conformément au Chapitre 2 – Phase n°1 Recherche et Développement** dont les comptes-rendus sont rédigés par le Titulaire, puis validés par le maître d'ouvrage et la réunion hebdomadaire de chantier conformément au **Chapitre 3 – Phase n°2 Acquisition** du présent CCAP dont les comptes-rendus sont rédigés par le maître d'œuvre, cotraitant du groupement titulaire, puis validés par le maître d'ouvrage.

7.2 Décompte des délais – forme des notifications

Tout délai exprimé à partir d'un jour de calendrier déterminé ou d'un jour désigné de la semaine commence à courir au début de la première heure de ce jour.

Tout délai exprimé à partir d'un certain fait commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours ouvré et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des stipulations du Contrat, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le Titulaire au Maître d'ouvrage ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document marque le point de départ d'un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal est retenue comme date de remise du document.

Toutefois, si le marché l'autorise, toute autre forme de transmission peut être utilisée à condition qu'elle permette de déterminer de manière certaine le signataire du document et la date de remise.

Article 8. Modification de la structure de la société du Titulaire ou cession de contrat

Le Titulaire devra informer le Maître d'ouvrage de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il ferait l'objet par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception expédiée dans le mois qui suivra ce changement de contrôle. Un tel changement de contrôle constitue un motif d'intérêt général autorisant le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat.

A compter de la réception de cette lettre, le Maître d'ouvrage pourra, dans un délai de **[7] jours** notifier par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception au Titulaire son intention de résilier le Contrat. La résiliation du Contrat prendra effet **[7] jours** après la réception de ladite lettre par le Titulaire et n'ouvrira droit à aucune indemnisation de ce dernier par dérogation à l'article 1.21.2.

Dans l'hypothèse où le Titulaire manquerait à son obligation d'information conformément au présent article et en cas de changement de contrôle avéré, le Maître d'ouvrage pourrait résilier le Contrat pour faute et sans préavis, en adressant une Lettre Recommandée avec Accusé de Réception au Titulaire.

Les Parties conviennent, qu'en cas de changement de contrôle, si le Maître d'ouvrage n'a pas fait usage de sa faculté de résiliation, le Contrat sera maintenu aux mêmes termes et conditions que stipulés dans le présent Contrat.

Il est par ailleurs interdit au Titulaire de céder tout ou partie du Contrat, notamment dans le cadre d'une opération de restructuration de sa société ou d'une ou plusieurs des sociétés qui le composent en cas de groupement, sans y être expressément autorisé par l'Acheteur.

Le Titulaire adresse sa demande de cession par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Acheteur.

L'Acheteur accepte ou rejette cette demande dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception. A défaut, le silence gardé par l'Acheteur vaut rejet de celle-ci.

Si la cession est autorisée, un avenant de cession est conclu.

En revanche, en cas de cession non-autorisée, le Titulaire s'expose à la résiliation du Contrat pour faute dans les conditions prévues à l'article 14.1 du présent CCAP Chapitre 1.

Article 9. Pénalités

Le détail des pénalités par phase et leur application sont décrits dans le Chapitre 2 – phase recherche et développement et le Chapitre 3 – Phase 2 Acquisition du présent CCAP.

Article 10. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du Contrat, le Titulaire pourrait avoir accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations.

Chacune des Parties s'engage en qualité de responsable de traitement autonome à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n°

78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Article 11. Propriété intellectuelle et exclusivité

11.1 Champ d'application du présent article

Conformément à l'article R 2172-25 du Code de la commande publique, le présent article est relatif au régime des Droits de Propriété Intellectuelle afférents aux Connaissances Antérieures et à la répartition des Droits de Propriété Intellectuelle afférents aux Résultats.

11.2 Droits de propriété intellectuelle sur les Connaissances Antérieures

Chaque Partie demeure respectivement propriétaire ou titulaire des Droits de Propriété Intellectuelle portant sur ses Connaissances Antérieures.

Aucune communication des Connaissances Antérieures à une autre Partie ne peut être interprétée comme un transfert de propriété ou comme une divulgation susceptible de tomber dans le domaine public.

Les Parties s'engagent à ne pas s'approprier les Connaissances Antérieures appartenant à une autre Partie.

Les Connaissances Antérieures du Titulaire sont identifiées dans l'offre, laquelle est annexée au Contrat. Ladite liste pourra, lors de l'exécution du contrat, évoluer par accord écrit des parties qu'après que le titulaire ait établi qu'il s'agissait bien de connaissances antérieures. En cas de désaccord persistant entre les parties sur le périmètre des connaissances antérieures revendiqué par le titulaire, la partie la plus diligente soumettra le litige au juge compétent.

Chacune des Parties s'engage à ne pas porter atteinte directement ou indirectement aux Droits de Propriété Intellectuelle de l'autre Partie et lui concède un droit d'utilisation de ses Connaissances Antérieures uniquement pour les besoins du Contrat. Ce droit d'utilisation est compris dans le prix du Contrat.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser, pour l'exécution du Contrat, que :

- (a) des informations appartenant au domaine public et qui sont donc librement exploitables par l'Acheteur et reproductibles sans limitation par quiconque ; et/ou

(b) des Connaissances Antérieures dont le Titulaire a la pleine propriété ou dispose des droits d'utilisation, avec droit d'en faire bénéficier un ou des tiers sous quelque forme que ce soit. Le Titulaire fait son affaire des moyens couverts par les Droits de Propriété Intellectuelle appartenant à un ou des tiers et qu'il juge opportun de mettre en œuvre pour l'exécution du Contrat. Il lui appartient en conséquence d'obtenir les droits nécessaires ; et/ou

(c) des Connaissances Antérieures dont l'Acheteur a la propriété ou dispose des droits d'utilisation afférents.

Lorsque le Titulaire :

- incorpore dans les Résultats des Connaissances Antérieures citées au paragraphe (b) ci-dessus ;
- que ces mêmes Connaissances Antérieures, sans être incorporées aux Résultats, sont strictement nécessaires pour leur exploitation,

alors le Titulaire concède au maître d'ouvrage, sans rémunération additionnelle, à titre non-exclusif, notamment le droit d'utilisation, de reproduction, de traduction, de représentation et de modification et d'adaptation afférents auxdites Connaissances Antérieures pour la France et pour toute la durée légale de leur protection. Cette licence est concédée pour permettre au maître d'ouvrage non seulement de pouvoir utiliser et exploiter directement ou indirectement les Résultats dont il a la propriété mais également de pouvoir jouir pleinement des Droits de Propriété Intellectuelle dont il dispose sur les Résultats.

Dans le cadre de cette licence, le maître d'ouvrage :

- a le droit de sous-licencier ces droits à tout tiers de son choix ;
- s'engage à imposer à ses sous-licenciés de ne pas exploiter les Connaissances Antérieures objets de la sous-licence à d'autres fins que ses propres besoins ;
- est autorisé à apporter aux Connaissances Antérieures, à ses frais et risques, toute modification, adaptation ou arrangement nécessaire pour satisfaire en permanence ses besoins.

Si le Titulaire met en œuvre des droits cités au paragraphe (c) ci-dessus, il s'engage à :

- n'exploiter ces droits que dans le cadre de l'exécution du Contrat ;
- n'effectuer des publications ou des communications orales, quelle qu'en soit la forme, relative à l'objet et/ou aux Résultats, qu'après avoir obtenu le consentement préalable et écrit de l'Acheteur.

Toute résiliation anticipée du Contrat pour quelque cause que ce soit ne pourra remettre en cause le droit concédé par le Titulaire sur les Connaissances antérieures.

11.3 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Conditions de la cession des Droits de Propriété Intellectuelle

Le Titulaire cède au maître d'ouvrage l'intégralité des Droits de Propriété Intellectuelle sur les Résultats, pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle concernés, à titre non-exclusif pour toute la durée légale de protection desdits droits.

La présente cession est accordée en contrepartie du prix et des rémunérations visés au Contrat pour une exploitation des Résultats, en France, dans le cadre et aux fins de la conception, du prototypage, de la production, de la fabrication, de l'édification, et de l'exploitation, notamment utilisation et exploitation des Bâtiments QSL par le maître d'ouvrage et tout tiers qu'il aura autorisé.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats, en cas de résiliation anticipée du Contrat pour quelque cause que ce soit.

Toute résiliation anticipée du Contrat pour quelque cause que ce soit ne pourra remettre en cause les cessions de droits sur les Résultats.

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le Titulaire cède au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats, ainsi que de leur mise à jour, adaptation, évolution, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale, y afférents, à savoir :

- Le droit d'utiliser les Résultats pour tous les usages et notamment à des fins de recherche et développement et/ou d'exploitation commerciale et/ou industrielle pour les besoins du maître d'ouvrage ou au profit de tiers ;
- Le droit de reproduire ou de faire reproduire les Résultats, en tout ou partie, en tous formats sans limitation du nombre de reproduction, sur tout support, connu ou encore inconnu au jour de la signature du présent contrat, notamment, sur tout support papier (ex : documentation technique, rapports, affichettes,...), électronique, numérique, analogique ou digital (tel que CD-Rom, CDI, DVD, disque dur, serveur de site), magnétique ou autrement exploitable par l'informatique (et notamment disques, disquettes, bandes) ; et par tout moyen présent ou à venir, sur tous réseaux analogiques ou numériques, privés ou ouverts au public (Internet/Intranet) nationaux ; .
- Le droit de reproduire comprend notamment le droit de fabriquer ou de faire fabriquer par toute personne que le maître d'ouvrage aura choisie des dispositifs, des objets, des logiciels, des matériels ou des constructions conformes aux Résultats ou à des éléments de ces Résultats.
- Le droit de représenter ou de faire représenter les Résultats, le droit de mettre à disposition du public ou de faire mettre les Résultats, y compris toute adaptation, à disposition du public, dans un lieu public ou privé, en tout ou partie, en tous formats, sans limitation du nombre de représentation, par tout procédé, connu ou encore inconnu au jour de la signature du Contrat, et notamment, par la publication, l'exposition publique ou privée, par cinéma, vidéo, télédiffusion, transmission hertzienne, TNT, IPTV, TMP, câble, satellite ou par tous autres réseaux de télécommunication ou de communication audiovisuelle, par technologie sans fil ou téléphonie mobile et, plus généralement, par tout autre moyen de communication, les réseaux intranet et Internet, le courrier électronique ;
- Le droit d'exploiter les Résultats y compris le droit de fabriquer, de faire fabriquer, , en tout ou partie, sur tout support et par tout moyen et sous toutes formes mentionnées au sein de cet article, à des fins publicitaires ou non, , prêter ou assurer toute prestation de service utilisant directement ou indirectement les Résultats ;
- Le droit d'adapter les Résultats, y compris le droit de faire adapter, de modifier ou de faire modifier, d'ajouter, retirer, combiner, de faire évoluer ou modifier tout élément, d'intégrer les

Résultats, en tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, notamment pour tenir compte d'un changement de destination et/ou d'affectation, ou encore lorsque la nécessité d'en améliorer l'usage s'impose, et ce par tous moyens ou procédés connus ou inconnus au jour de la signature du Contrat, sous réserve du respect du droit moral de l'auteur. Ce droit d'adaptation comprend notamment le droit d'effectuer des travaux d'entretien, de maintenance, mise aux normes, d'évolution et adaptation.

- Toute adaptation pourra être librement exploitée par le maître d'ouvrage ou toute personne désignée par lui.
- Le droit de traduire les Résultats en toutes langues et tous langages informatiques, sous réserve du respect du droit moral de l'auteur ;
- Le droit de céder ou concéder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers, à titre gratuit ou onéreux.

La cession emporte la cession des supports matériels afférents aux Droits de Propriété Intellectuelle cédés.

Résultats protégés par des droits de propriété industrielle

- Brevet et dessin et modèle

Le Titulaire informe le maître d'ouvrage de tout Résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle et notamment par un brevet ou un dessin et modèle.

Le Titulaire autorise le maître d'ouvrage et toute entité que ce dernier désignerait comme bénéficiaire, à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle pour protéger les Résultats, au nom et frais du maître d'ouvrage. Le Titulaire fait toute diligence pour permettre au maître d'ouvrage de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il s'engage à communiquer spontanément au maître d'ouvrage toutes les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux Résultats.

En cas de dépôt par le maître de l'ouvrage de demande(s) de titre(s) ou titre(s) de propriété industrielle pour protéger les Résultats, celui-ci accepte de concéder au Titulaire une licence d'exploitation non exclusive sur ce(s) titre(s), dans le monde entier. Le cas échéant, les Parties conviennent de se rencontrer pour discuter des modalités de cette licence.

Le maître d'ouvrage pourra renoncer à procéder au dépôt d'un titre de propriété industrielle et dans ce cas, si le Titulaire y procède, il sera tenu de lui concéder une licence d'exploitation non-exclusive pour toute la durée légale de protection des droits, aux fins de conception, du prototypage, de la production, de la fabrication, de l'édification et de l'exploitation des Bâtiments QSL par le maître d'ouvrage ou tout tiers qu'il aurait autorisé. Le cas échéant, les Parties conviennent de se rencontrer pour discuter des modalités de cette licence.

En cas de renouvellement du titre de propriété industrielle, la licence sera elle aussi automatiquement renouvelée.

Garantie de jouissance paisible

Le Titulaire déclare que les Résultats et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du Contrat sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle nécessaires à la conclusion et à l'exécution du Contrat.

Le Titulaire garantit que les Résultats sont originaux et ne contiennent aucun emprunt ou réminiscence à une création antérieure qui serait susceptible d'engager la responsabilité du maître d'ouvrage.

Plus précisément, le Titulaire garantit que les Résultats ne portent en aucune façon atteinte aux droits de tiers et ne constituent pas des violations susceptibles d'être sanctionnées sur les fondements de la contrefaçon, des droits à la personnalité ou à la vie privée, de la concurrence déloyale, du parasitisme ou, de manière générale, sur le terrain de la responsabilité civile.

Dès lors, le Titulaire garantit le maître d'ouvrage une jouissance paisible des Résultats notamment contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers invoquant soit un droit de propriété intellectuelle auquel l'exécution du Contrat a porté atteinte, soit un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale et/ou parasitaire et/ou une violation relevant de la responsabilité civile que l'exécution du Contrat a constitué ou induit.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels le maître d'ouvrage pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, action, réclamation, revendication ou opposition, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature, dépensés par le maître d'ouvrage pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

Le Titulaire s'engage, à tout moment et promptement, à assister le maître d'ouvrage dans le cadre de toute action extrajudiciaire ou judiciaire qui serait intentée par un tiers sur le fondement d'une violation des droits dudit tiers en raison de l'exploitation des Résultats par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à communiquer et à fournir au maître d'ouvrage, à première demande toute l'aide et les informations nécessaires, s'il en est informé, dans les plus brefs délais.

En cas de réclamation, action, revendication ou opposition, comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour le maître d'ouvrage de réaliser ses missions et mandats :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon ou l'engagement de responsabilité, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications du Contrat,
- soit obtenir l'autorisation pour le maître d'ouvrage de continuer à l'utiliser sans frais supplémentaire,
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications du Contrat et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

Si aucune des options visées ci-dessus n'apparaît envisageable pour le maître d'ouvrage au regard des justifications apportées par le Titulaire, ce dernier rembourse le maître d'ouvrage du montant acquitté par ce dernier, proportionnellement à la restriction d'exploitation concernée, sans préjudice du droit pour le maître d'ouvrage d'être indemnisé en conséquence.

Le cas échéant, le Titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout développement de codes en licence open source.

Dans le cas où les Résultats seraient composés notamment de briques de logiciels libres, le Titulaire s'engage à ce que la conception du Résultat concerné évite toute contamination de l'ensemble du code par une licence libre contaminante de type GNU GPL. Le Titulaire s'engage à permettre l'audit du code source et de la documentation des Résultats par tout auditeur nommé par le maître d'ouvrage, tenu à une obligation de confidentialité, aux fins de vérifier la conformité des Résultats à cette exigence.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre du Contrat, et donc après la cessation du Contrat pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au Contrat.

11.4 Rendus BIM

Les stipulations des articles 11.1 à 11.3 s'appliquent à tous les rendus BIM demandé dans le cadre de l'exécution du marché définie dans les Annexes 1, 1 bis et 5 du CCAP.

11.5 - Portée de l'article 11

Il est précisé que l'ensemble des stipulations de l'article 11 demeureront en vigueur pour la durée des droits cédés au titre du Contrat, et donc après la cessation du Contrat pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au Contrat.

Article 12. Obligation de confidentialité et de discrétion

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, ses sous-traitants et ses fournisseurs, titulaires, ou consultés, à l'obligation de confidentialité et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité pénitentiaire et aux intérêts de l'État. Dans cette catégorie figure notamment et sans que le maître de l'ouvrage ait besoin de le signaler l'ensemble des pièces graphiques produites par le titulaire. Le maître de l'ouvrage pourra signaler tout autre document qu'il juge entrer dans cette catégorie.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'APIJ ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sans l'accord préalable de l'APIJ ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du Contrat , via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;

- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, qu'elle qu'en soit la cause, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf demande contraire de l'APIJ.
- remettre à l'APIJ une attestation de destruction desdits fichiers.
- l'APIJ se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues au présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

Article 13. Suspension de l'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, par une décision notifiée au Titulaire qui n'a pas à être motivée, décider de suspendre l'exécution des prestations.

La décision de suspension ne délie pas le Titulaire de ses obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage met fin à la suspension de l'exécution des prestations en notifiant au Titulaire une décision de reprise de l'exécution ou une décision de résiliation du Contrat.

En cas de reprise de l'exécution, le délai d'exécution initial est automatiquement prolongé d'une durée au moins égale à la période de suspension.

Article 14. Résiliation

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

En cas de résiliation du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du Titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, des matières et des objets approvisionnés en vue de l'exécution du contrat ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au contrat ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage ;

Pour pouvoir exercer ce droit, le maître d'ouvrage doit, lors de la notification de la résiliation, faire connaître au Titulaire ou à ses ayants droit son intention d'en faire usage et préciser le contenu de sa demande.

La résiliation fait l'objet d'un décompte qui est arrêté par le maître d'ouvrage, le cas échéant, et notifié au Titulaire.

En aucun cas le Titulaire ne peut recevoir, au titre du décompte de résiliation, intérêts moratoires exclus, un montant supérieur à celui qui aurait été dû en cas d'exécution totale de la Phase 1 R&D et des bons de commande et marchés subséquents qui lui ont préalablement été notifiés en Phase 2 R&D.

14.1 Résiliation aux torts du Titulaire

En cas d'inexécution par le Titulaire de ses obligations prévues au marché, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché de plein droit et sans formalités si, suivant une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec avis de réception, l'inexécution constatée n'a pas été réparée dans le délai fixé par ladite mise en demeure. Cette résiliation est sans préjudice de tous dommages et intérêts dont le Titulaire pourrait être redevable.

La résiliation peut notamment être prononcée pour faute du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution à ses frais et risques :

- En cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail,
- Lorsque le Titulaire n'a pas atteint les axes de l'Innovation, visés à l'article 2 du présent Contrat,
- Lorsque le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la déclaration des sous-traitants,
- Lorsque le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la sécurité et au secret des affaires,
- Lorsque le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives aux assurances,
- Lorsque le Titulaire contrevient aux obligations de la législation en vigueur et notamment de la réglementation du travail,
- Lorsque le Titulaire entrave le libre exercice du contrôle en cours d'exécution prévu au présent contrat, lorsque le Titulaire ne prend pas les mesures prévues nécessaires, propres à faire cesser le trouble subi par le maître d'ouvrage dans la jouissance des prestations livrées,
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure,
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux,
- Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le Titulaire.

Effet de la résiliation aux torts du Titulaire :

Le maître d'ouvrage versera au Titulaire la valeur des prestations réalisées, à savoir la valeur du terme de paiement correspondant aux prestations réceptionnées par le maître d'ouvrage et non encore payées, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires, déduction faite du solde éventuel des pénalités dues et non payées.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune autre indemnisation, notamment pour la réparation d'un éventuel préjudice subi.

14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Acheteur peut, à tout moment, résilier le Contrat pour motif d'intérêt général.

Dans ce cas, outre le paiement des prestations réalisées, le Titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation.

Le montant de celle-ci est égal à :

- Si la résiliation intervient en cours d'exécution de la Phase n°1 : 2% du montant initial HT de la Phase n°1 fixé dans l'Acte d'engagement, diminué du montant HT non-révisé des prestations reçues ;
- Si la résiliation intervient en cours d'exécution de la Phase n°2 : 2% du coût HT de conception-réalisation d'une place d'un Bâtiment QSL d'une capacité de 76 places (hors travaux de viabilisation et fondations profondes), multiplié par le nombre de places devant encore être acquis par l'APIJ pour atteindre l'engagement non atteint de volume minimum tel qu'établi en fin de Phase 1.

En revanche, si l'APIJ a satisfait son engagement de volume minimum lorsque la mesure de résiliation pour motif d'intérêt général intervient, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au Titulaire.

Enfin, en cas de résiliation intervenant en Phase n°2, le Titulaire pourra également être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas déjà été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant à indemniser.

Le Titulaire renonce à toute indemnisation supplémentaire.

14.3 Résiliation d'un Marché subséquent/Bon de commande

La résiliation des marchés subséquents est traitée dans le CCAP – Chapitre 3 Phase 2 Acquisition.

Article 15. Références au Contrat dans les relations d'affaires

Le Titulaire est autorisé à faire figurer le nom et le logo du maître d'ouvrage dans sa liste de références clients pendant la durée d'exécution du Contrat, sous réserve de la bonne exécution de celui-ci. Au terme du Contrat, le Titulaire est autorisé à mentionner le maître d'ouvrage dans la liste de ses références client, sauf opposition formelle du maître d'ouvrage.

Lorsque le Titulaire veut faire figurer sur quelque support commercial que ce soit le nom et/ou le logo du maître d'ouvrage, ou tout autre signe distinctif, il doit notifier préalablement, sa demande d'autorisation au maître d'ouvrage, accompagnée du document dans lequel il envisage de faire référence au maître d'ouvrage.

Sous réserve notamment de la bonne exécution du présent Contrat, le maître d'ouvrage transmet la réponse sous un délai de 1 (un) mois à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, en cas d'absence de réponse du maître d'ouvrage, le Titulaire doit considérer sa demande comme refusée et ne peut en conséquence faire figurer le nom, le logo ou tout autre signe distinctif du maître d'ouvrage sur le document concerné ou sur tout autre support.

Le maître d'ouvrage n'a pas à justifier sa décision et le Titulaire s'interdit tout recours contre le maître d'ouvrage si ce dernier refuse l'autorisation.

En cas d'autorisation, le Titulaire reste tenu à l'obligation de confidentialité et, à ce titre, ne peut exposer le détail de la prestation, objet du Contrat, réalisée pour le maître d'ouvrage. Le Titulaire ne peut faire figurer sur quelque support que ce soit le nom et/ou le logo du maître d'ouvrage, ou tout autre signe distinctif du maître d'ouvrage en dehors du strict cadre défini dans l'autorisation qui lui est accordée.

Seuls les logos fournis par le maître d'ouvrage peuvent être utilisés et dans le respect de leur charte graphique.

Article 16. Clause de revoyure – Commande en outre-mer

Dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage envisage de commander un Bâtiment QSL à construire en Outre-mer au Titulaire, les Parties conviennent de se réunir pour examiner la faisabilité, les modalités techniques, logistiques, financière et calendaires spécifiques à cette Opération. Cette rencontre pourra donner lieu à une adaptation des conditions contractuelles, notamment en ce qui concerne les délais d'exécution, les frais liés au transport, les formalités douanières, et les contraintes locales.

L'Acheteur et le Titulaire s'engagent à collaborer de bonne foi afin d'assurer la faisabilité et la sécurisation d'une telle opération. Toutefois, si les conditions ne permettent pas de garantir une réalisation satisfaisante de cette opération, l'Acheteur se réserve le droit de ne pas poursuivre les discussions et de confier la réalisation à un autre prestataire.

Article 17. Règlement amiable - Droit et langue applicables – Juridiction compétente

17.1 Règlement amiable

En cas de désaccord entre les Parties sur l'interprétation et/ou l'application des stipulations du Contrat, celles-ci mettent en commun leurs efforts afin de résoudre ce désaccord à l'amiable.

En cas de litige entre les Parties, celles-ci mettent tous leurs efforts en commun afin de résoudre ce litige à l'amiable.

Dans le cas où les Parties n'arrivent pas à trouver un accord, dans un délai de 3 (trois) mois après la saisine du comité de pilotage, les Parties ont la possibilité de désigner un expert amiable d'un commun accord dans un délai de 3 (trois) mois à compter du constat de désaccord qui est notifié entre les Parties par la Partie la plus diligente.

L'expert propose une solution au litige. À défaut d'accord intervenu entre les Parties sur cette solution, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la communication du rapport de l'expert aux Parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

Les coûts engendrés par la nomination de l'expert et par ses travaux sont pris en charge à part égale par chacune des Parties.

17.2 Droit et langue applicables

Le présent Contrat est régi par le droit français.

La langue contractuelle du présent Contrat est exclusivement la langue française. Tout échange par courrier, télécopie, message électronique, document se fait dans cette langue pour pouvoir être pris en compte par le maître d'ouvrage. L'ensemble des correspondances, réunions, discussions relatives au présent Contrat se déroule en français ; il appartient au Titulaire de désigner, pour l'exécution du présent Contrat, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Le Titulaire assume la charge et les frais afférents notamment à l'interprétariat et à la traduction.

Préalablement à la remise de tout livrable ou document donnant lieu à des opérations de surveillance de la qualité par le maître d'ouvrage, le Titulaire désigne, pour chaque site, au moins un préposé maîtrisant la langue française.

17.3 Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites du Contrat, est porté devant le Tribunal administratif de Melun, même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.